

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DRT Vielle-Saint-Girons

à l'attention de Monsieur Guillaume EGELE, Directeur du site de DRT Vielle-Saint-Girons
40560 Vielle-Saint-Girons

Références : -

Code AIOT : 0005202016

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement DRT Vielle-Saint-Girons implanté 448, route de l'Océan 40560 Vielle-Saint-Girons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRT Vielle-Saint-Girons
- 448, route de l'Océan 40560 Vielle-Saint-Girons
- Code AIOT : 0005202016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Créée en 1932 sur le site de Vielle Saint-Girons, la société « Les Dérivés Résiniques et Terpéniques » est spécialisée dans la valorisation des produits résineux (essence de térébenthine, colophane de gemme).

À partir de 1965, DRT ajoute à son activité la distillation du Tall Oil et de l'essence de papeterie. Parallèlement, se développait la transformation de la colophane et des terpènes obtenus à partir de cette nouvelle matière première.

Les stations de production permettent la synthèse de résines, de terpènes et d'extraits végétaux.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande d'action corrective	3 mois
7	Interface service externe	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)	Demande d'action corrective	3 mois
9	Mesures post accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	Demande d'action corrective	3 mois
11	Moyens en équipements et en personnel	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3	Demande d'action corrective	3 mois
12	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 23/07/2025, article L 515-41	Sans objet
2	Périodicité exercices POI	Code de l'environnement du 23/07/2025, article R 515-100	Sans objet
3	Formation du personnel aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	situations d'urgence		
4	Responsable échanges avec l'administration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)	Sans objet
6	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)	Sans objet
8	Premiers prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Sans objet
10	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une inspection inopinée a été réalisée le 28 août 2025 sur le site DRT Vielle-Saint-Girons, portant sur le Plan d'Opération Interne (POI) et son déploiement lors d'un exercice.

Il ressort de l'inspection que l'organisation de crise du site est structurée et que le POI est régulièrement mis à jour. Néanmoins, plusieurs axes d'amélioration ont été identifiés. Le fonctionnement du système d'alerte interne doit être fiabilisé afin d'éviter toute désorganisation dans la mobilisation des équipes d'intervention. Une action de formation complémentaire est par ailleurs nécessaire pour renforcer la prise en compte des conditions météorologiques lors du positionnement du poste de commandement avancé et des moyens d'intervention, ainsi que pour rappeler le port systématique des équipements de protection individuelle. Une meilleure formalisation des consignes est également attendue, tant pour la mise en service des surpresseurs du réseau incendie que pour l'actionnement des installations fixes d'extinction, afin d'en garantir le déclenchement rapide et sécurisé. Enfin, le POI devra être complété sur les thèmes documentaires abordés par la réglementation, en particulier les mesures post-accident et de remise en état (point j).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – existence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/07/2025, article L 515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. L'exploitant tient à jour ce plan.

<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) dont la dernière mise à jour date de mars 2021 (révision 7). Ce document est disponible en salle de crise ainsi que sur l'intranet du groupe, hébergé sur des serveurs situés à Dax.</p> <p>Le POI a été élaboré sur la base des scénarios accidentels identifiés dans l'étude de dangers et des moyens d'intervention correspondants.</p> <p>L'exploitant précise que ce document est régulièrement mis à jour, notamment à la suite des exercices de sécurité (prise en compte de nouveaux scénarios, ajustement des stratégies de défense incendie), des évolutions organisationnelles ainsi que de l'intégration de nouvelles installations. Une prochaine mise à jour est prévue sous 3 mois pour intégrer le projet GUM.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, il convient que l'exploitant communique la mise à jour du POI prévu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Périodicité exercices POI

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/07/2025, article R 515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. SSH : Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède annuellement à 3 exercices POI (mobilisant le PCex, PCA et équipe d'intervention) formalisés par un compte-rendu. Le dernier exercice POI a été réalisé, le 17 juin 2025.</p> <p>L'exploitant indique également que des exercices réguliers sont réalisés en interne par les équipiers d'intervention. Ainsi, chacune des cinq équipes d'intervention, composées de sept agents, participe à huit manœuvres par an.</p>

Un compte rendu est rédigé et fait état d'une bonne réalisation des différentes phases du POI. Un retour d'expérience est élaboré à l'issue de ces tests.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

[...]

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

[...]

Constats :

Ensemble des agents

L'inspection a constaté qu'une formation générale sur la conduite à tenir en cas de déclenchement du POI est effectuée.

La formation générale d'accès au site dispense à l'ensemble des agents la conduite à tenir en cas de situation de crise. Le livret d'accueil présente les mesures d'alerte et les points de rassemblement présents au sein du site.

Plan de formation des équipiers d'intervention

Tous les équipiers d'intervention bénéficient d'une formation initiale lors de l'acquisition de la compétence associée à ce poste. Celle-ci comprend un volet théorique et pratique relatif à l'intervention sur accident chimique sous ARI et scaphandre, ainsi qu'à la lutte contre l'incendie. La formation est organisée en quatre modules : utilisation du matériel mobile, port de l'ARI, manœuvres incendie et fonctionnement des installations fixes.

Plan de formation de l'astreinte de crise

Les membres de l'équipe d'astreinte bénéficient d'une formation annuelle, renouvelée chaque année, structurée autour de six modules combinant apports théoriques et exercices pratiques : découverte des procédures et premières interventions, organisation des cellules de crise, simulations de gestion de crise, retour d'expérience Lubrizol, utilisation des détecteurs, et mise en situation sur le site Action Pin Castets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Responsable échanges avec l'administration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :
b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
Constats :
La fiche réflexe du DOI prévoit que celui-ci sollicite le déclenchement du Plan Particulier d'Intervention (PPI) auprès de l'autorité administrative compétente lorsque la situation l'exige. Ce déclenchement repose sur un critère explicitement défini dans la fiche : la survenue d'un accident grave susceptible d'avoir un impact au-delà du périmètre du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stratégie d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée :
c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats :
<p>Au travers des fiches d'intervention du POI, les actions à mener en cas d'incendie (qu'il s'agisse d'attaques directes ou de mises en protection) sont clairement décrites et localisées sur un plan d'intervention.</p> <p>En ce qui concerne la fiche d'intervention POLY C1, utilisée dans le cadre de l'exercice réalisé lors de l'inspection, celle-ci définit de manière précise la stratégie d'intervention à adopter, en attaque directe et en protection, pour les scénarios de feu de cuvette 1 au niveau du parc de stockage 14.</p> <p>Par ailleurs, l'analyse des fiches réflexes du POI met en évidence que l'exploitant procède bien à une identification des zones à risque présentes sur le site.</p> <p>Cependant, il apparaît que les distances d'effets, notamment les effets létaux associés à chaque scénario, ne sont pas représentées sur les plans d'implantation figurant dans les fiches d'intervention. Cette absence de visualisation limite l'évaluation des risques d'effets dominos ainsi que l'identification des zones potentiellement inaccessibles à l'intervention, ce qui pourrait compromettre l'efficacité de la réponse opérationnelle en situation de crise.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il conviendra que l'exploitant complète son plan d'opération interne (POI) en intégrant, sur les plans de positionnement des moyens d'intervention, les distances correspondant aux effets létaux associés aux scénarios étudiés.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
Constats : En situation d'incident susceptible d'être perçu à l'extérieur du site, la fiche support "communication" recense de manière exhaustive les coordonnées des autorités concernées : Préfecture, mairie, DREAL, Inspection du travail, SDIS, Gendarmerie, DDTM. Les actions de communication envers ces autorités sont placées sous la responsabilité du Directeur des Opérations Internes (DOI). Par ailleurs, les moyens d'alerte et de communication (tests de la sirène POI, procédures de communication externe, etc.) font l'objet de vérifications régulières dans le cadre des exercices de sécurité, ainsi que d'un test mensuel de la sirène PPI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interface service externe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
Constats : Le Plan d'Opération Interne (POI) comprend un plan du site, un plan de situation ainsi qu'un plan de l'environnement proche, permettant d'identifier avec précision les enjeux présents autour du site. Le chapitre 4 du POI liste les plans de réseaux techniques, qui sont bien annexés au document, à savoir :

- Plan incendie (plan 9),
- Plan des égouts (plan 10),
- Plan électrique (plan 11),
- Plan gaz naturel (plan 12),
- Plan vapeur/condensat (plan 13),
- Plan azote (plan 14),
- Plan eaux industrielles (plan 15).

Les moyens fixes de lutte contre l'incendie (réserves d'émulseur, réserve d'eau, bornes incendie) sont représentés sur le plan d'évacuation de l'usine intitulé "Vue d'ensemble usine".

En revanche, les moyens de secours mobiles entreposés dans le local incendie situé à l'est du site ne sont pas recensés dans le POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent rapport, il convient que l'exploitant complète son POI par l'intégration d'un inventaire détaillé des moyens mobiles de protection incendie disponibles, en précisant leurs localisations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Ce thème est pris en compte dans le POI au travers d'une section dédiée intitulée « fiches produits ». Onze substances à surveiller ont été retenues par l'exploitant, conformément aux dispositions réglementaires susvisées. L'exploitant dispose par ailleurs de consignes spécifiques et de procédures techniques encadrant l'utilisation des appareils de mesure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesures post accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)

Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
Constats : Ce point n'est pas abordé dans le POI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant le complètera pour se conformer au point j) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

L'exploitant dispose d'un état des stocks détaillé des marchandises dangereuses et non dangereuses tenu à jour à l'aide de l'outil SAP. A chaque marchandise dangereuse sont associés les lieux de stockage (nom du réservoir aérien fixe ou de l'aire de stockage en récipient mobile notamment) la rubrique ICPE de classement et la ou les catégories de dangers correspondantes (inflammable, toxique, dangereux pour l'environnement, comburant, etc.), ainsi que la quantité stockée.

L'utilisation de filtres de sélection permet de connaître aisément les quantités présentes par type de marchandises dangereuses, par rubrique ICPE, par type de danger ou par zone de stockage.

Plusieurs plans d'implantation des installations (notamment des réservoirs aériens fixes et des aires de stockage des récipients mobiles) intégrés au POI permettent de localiser aisément les stockages listés dans l'état des stocks.

Le stockage des déchets en récipients mobiles n'est pas géré dans l'outil SAP mais avec un outil dédié qui fournit les mêmes indications (mention de danger, quantité, etc.).

L'état des stocks est référencé dans le POI. Plus précisément, la fiche réflexe du directeur des opérations internes (DOI) inclut le mode opératoire d'édition de l'état des stocks.

L'état des stocks est généré par une requête tous les matins à 7h. Un inventaire physique est réalisé entièrement une fois par trimestre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens en équipements et en personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en équipements et en personnel

Prescription contrôlée :

La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie

définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :

-la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;

-l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m²)^{4/3}. s ni la valeur de 8 kW/m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;

-la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.

Constats :

En ce qui concerne la gestion des moyens mobiles de protection incendie, l'exploitant tient à jour un registre des équipements disponibles et indique que la vérification de leur bon fonctionnement est réalisée lors des nombreux exercices menés sur le site (environ 40 par an). Toutefois, les équipements mobilisés lors de ces exercices sont choisis de manière aléatoire, voire orientée vers ceux les plus accessibles. Le contrôle ainsi effectué se limite donc à la détection d'éventuelles défaillances sur le matériel utilisé, sans permettre de garantir l'exhaustivité du contrôle de l'ensemble du parc d'équipements mobiles.

Par ailleurs, au cours de l'exercice observé, il a été constaté que deux tuyaux présentaient des raccords fuyards.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois à compter de la notification du présent rapport, il convient que l'exploitant mette en place un suivi spécifique de chaque équipement mobile lors des exercices, de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement. Ce suivi devra comprendre l'identification précise du matériel contrôlé ainsi que la justification des périodicités de contrôle retenues pour chaque équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5

Thème(s) : Risques accidentels, POI/SGS

Prescription contrôlée :

<p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Le détail de l'exercice, son chronogramme ainsi que les enseignements qui en ont été tirés sont présentés en annexe confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit intégrer les demandes formulées en annexe à l'issue de l'évaluation de cet exercice pour garantir l'efficacité de l'organisation prévue dans le POI en cas d'accident.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>